

LETTRE DU RESEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chers membres du Réseau des jeunes chercheurs,

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Vous trouverez dans cette lettre l'actualité du droit international du mois de septembre 2024.

En espérant que vous avez passé une bonne rentrée universitaire.

Le Bureau des Jeunes Chercheurs

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| NOUVELLES EN VRAC..... | 3 |
| APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI... .. | 5 |
| JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL | 6 |
| COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE..... | 6 |
| JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT DES INVESTISSEMENTS..... | 9 |
| <i>CIRDI</i> | 9 |
| <i>Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA</i> | 9 |
| TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER..... | 9 |
| JURISPRUDENCES DES COURS REGIONALES DES DROITS DE L'HOMME..... | 10 |
| <i>Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme</i> | 10 |
| <i>Cour africaine des droits de l'homme et des peuples</i> | 11 |
| <i>Cour européenne des droits de l'Homme</i> | 11 |
| COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPEENNE | 11 |
| JURISPRUDENCES NATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL..... | 12 |
| JURISPRUDENCES RELATIVES AU DROIT D'ASILE | 12 |
| <i>Cour Nationale du Droit d'Asile</i> | 12 |
| ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES..... | 13 |
| ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES..... | 13 |
| CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES | 13 |
| COMITE DU CONSEIL DE SECURITE FAISANT SUITE AUX RESOLUTIONS 1267 (1999), 1989 (2011) ET 2253 (2015) CONCERNANT L'EILIL (DAECH), AL-QAIDA ET LES PERSONNES, GROUPES, ENTREPRISES ET ENTITES QUI LEUR SONT ASSOCIES..... | 13 |
| PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL..... | 14 |
| BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE | 14 |
| BLOGS DE LANGUE ANGLAISE..... | 15 |
| BLOGS DE LANGUE ESPAGNOLE | 24 |
| BLOGS DE LANGUE ITALIENNE | 24 |

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ L'Université de Lille (CRDP) organise un colloque sur le thème « **Le droit de l'Union européenne au service d'une défense commune ?** ». Il aura lieu le **8 novembre 2024**. Toutes les informations sur ce [lien](#).
- ❖ L'Université Jean Moulin Lyon III (CEE-EDIEC) organise une conférence sur le thème « **Controverses sur les méthodes en droit de l'UE : un moment réflexif pour les études juridiques européennes** ». Elle aura lieu le **12 novembre 2024**. Toutes les informations sur ce [lien](#).
- ❖ Le Conservatoire national des arts et métiers (ESDR3C) et le Conseil de l'Europe (Groupe Pompidou), avec la participation du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, organisent un colloque sur le thème « **Droits humains et drogues** ». Il aura lieu le **12 novembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université d'Aix-Marseille (DICE et CERIC) organise un colloque sur le thème « **Les représentations des grands fonds marins** ». Il aura lieu les **14 et 15 novembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Institut des hautes études internationales et du développement de Genève (IHEID) organise un séminaire et un colloque sur le thème « **Droit des traités et téléologie** ». Ils auront lieu le **21 novembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (IREDIÉS) organise un colloque sur le thème « **Contentieux et diversité linguistique : enjeux de justice** ». Il aura lieu le **22 novembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université Panthéon-Assas (IHEI) organise une table-ronde en **hommage au Professeur Joe Verhoeven** sur le thème « **L'art du questionnement en droit international** ». Elle aura lieu le **26 novembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université de Picardie Jules Verne (CURAPP) organise un colloque sur le thème « **La doctrine comme objet d'étude** ». Il aura lieu les **28 et 29 novembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ Le Collège de France organise une conférence sur le thème « **Quel avenir pour la Cour européenne des droits de l'homme ?** » avec Síoifra O'Leary, Présidente de la Cour européenne des droits de l'homme. Elle aura lieu le **29 novembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).

- ❖ L'Université Jean Moulin Lyon III (CEE-EDIEC) organise un colloque sur le thème « **L'actualité du droit du climat** ». Il aura lieu le **4 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).
- ❖ L'Université Paris Nanterre (CEDIN) organise un colloque sur le thème « **L'exploitation des ressources naturelles à l'épreuve de la transition énergétique** ». Il aura lieu le **5 décembre 2024**. Toutes les informations via ce [lien](#).

APPELS A COMMUNICATION, OFFRES D'EMPLOI...

- ❖ Un appel à contribution a été lancé sur le thème « **Les valeurs du droit international à l'aube du 80e anniversaire de la Charte des Nations Unies** » par les jeunes chercheurs de l'IREDIÉS. La journée d'étude des jeunes chercheurs aura lieu le 6 février 2024. La date limite pour candidater est fixée au **15 novembre 2024**. L'ensemble des informations est disponible sur [ce lien](#).
- ❖ Le Bureau des Jeunes Chercheurs recherche **une contributrice ou un contributeur** pour la rubrique de la Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA. Nous restons également attentifs à toutes propositions de nouvelles contributions. Si cela vous intéresse, n'hésitez pas à prendre contact avec le Bureau à l'adresse jeunes.chercheurs@sfdi.org.

JURISPRUDENCES INTERNATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Cour internationale de Justice

Avec la contribution de Mathilde Desurmont, Doctorante à l'Université de Strasbourg (pour les communiqués, ordonnances, mesures conservatoires et exceptions préliminaires) et de Suzy Malbeaux, Doctorante à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (pour les arrêts de fond et de réparation et les avis consultatifs)

19 juillet – [Avis consultatif](#) : Dans un avis consultatif rendu le 19 juillet 2024, la Cour internationale de Justice (ci-après « CIJ ») a répondu aux questions posées par l'Assemblée générale en sa résolution 77/247 en date du 30 décembre 2022. La demande a pour objet deux questions portant sur les territoires palestiniens occupés. La première porte sur les conséquences juridiques et la licéité des politiques et pratiques adoptées par l'État israélien relativement à trois types de comportements : la violation du droit à l'autodétermination du peuple palestinien (1), l'occupation, la colonisation et l'annexion prolongées desdits territoires (2), ainsi que l'adoption de lois et mesures discriminatoires (3). La seconde question porte sur les incidences des politiques et pratiques israéliennes sur le statut juridique de l'occupation, et se faisant sur la licéité de la présence continue d'Israël dans les territoires palestiniens occupés ainsi que les conséquences juridiques qui en découlent pour tous les États et l'Organisation des Nations Unies. Dans un premier temps, la CIJ aborde la question de sa compétence et l'existence de raisons décisives pouvant l'amener à refuser de rendre l'avis consultatif sollicité. La Cour écarte l'ensemble des arguments soulevés au titre de ces raisons décisives par les États participants à la procédure. Partant, elle accepte de rendre l'avis consultatif et s'estime compétente après avoir observé la satisfaction des exigences de l'article 96 de la Charte des Nations Unies.

Relativement à la *première question*, la Cour se penche sur la politique de colonisation sur les territoires palestiniens occupés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Dans un premier temps, elle considère que les politiques israéliennes violent le sixième alinéa de l'article 49 de la quatrième convention de Genève par l'adoption de mesures incitant la population et les entreprises israéliennes à s'installer sur ces territoires ; elle assimile ces dernières à un transfert illicite de la propre population civile de la puissance occupante dans le territoire qu'elle occupe. Dans un second temps, la Cour considère que l'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est repose sur la confiscation ou la réquisition de terres et biens privés au détriment de la population palestinienne locale, et dans le seul bénéfice de la population de la puissance occupante. Ces pratiques se heurtent aux articles 46, 52 et 55 du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre qu'elles violent donc. Dudit Règlement, la Cour considère également la violation de son article 55 en ce que l'État israélien, en sa qualité de puissance occupante, ne s'est pas borné à une exploitation limitée aux besoins

de l'occupation et ne s'est pas non plus limité à une utilisation aux seuls titres d'administrateur et d'usufruitier des ressources naturelles des territoires occupés. Ce faisant, elle avance également de la violation de la souveraineté permanente du peuple palestinien sur les ressources naturelles desdits territoires. En raison de l'extension de l'application de sa législation, la Cour considère que la pratique israélienne viole le deuxième alinéa de l'article 64 de la quatrième convention de Genève en ce qu'elle n'est pas justifiée par l'un des motifs prévus à cette disposition. De la violation de ces dispositions précitées, la Cour consacre la violation de l'interdiction inconditionnelle de transfert et déportation forcées de personnes protégées en dehors du territoire occupé telle que prévue à l'article 49 de la même convention. De plus, la Cour avance la violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ci-après « PIDCP ») en ses articles 27, 6 et 7 en ce que l'État israélien n'a pas pris les mesures appropriées pour prévenir ou punir les violences commises par les colons et les forces de sécurité à l'encontre de la population palestinienne. Aussi, elle conclut à la violation du PIDCP, du PIDESC et de la convention sur l'élimination des discriminations raciales, en raison des lois et mesures discriminatoires mises en place au détriment de la population des territoires occupés. Conformément à sa position dans l'avis consultatif sur le *Mur* (2004), la CIJ réaffirme l'illicéité en droit international des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ainsi que du régime leur étant associé. Toujours en réponse à la première question qui lui est posée, la Cour estime qu'Israël a, par l'adoption des politiques et pratiques susmentionnées, établi un contrôle permanent sur les territoires palestiniens occupés d'une telle manière qu'elle identifie une tentative d'acquisition de la souveraineté sur ces derniers et qualifie ces comportements d'annexion de vastes parties desdits territoires. Quant à l'autodétermination de la population palestinienne, la Haute juridiction estime que l'ensemble des politiques et pratiques précitées ont aggravé la violation de ce droit déjà constatée en 2004.

En réponse à la *deuxième question* qui lui est posée quant aux effets juridiques de ces politiques et pratiques, la CIJ conclut à la violation de l'interdiction de l'acquisition de territoire par la menace ou l'emploi de la force et affirme que le statut juridique des territoires occupés n'est point changé par ces dernières ; elle écarte tout transfert de souveraineté au bénéfice de l'État israélien et estime que la présence continue d'Israël sur ces territoires est illicite, et ce depuis 1967. Enfin, la Haute juridiction, sur la base de l'ensemble de ces éléments, qualifie l'occupation continue de fait internationalement illicite auquel Israël a l'obligation de mettre fin dans les plus brefs délais. La Cour étend cette obligation de cessation aux politiques et pratiques susmentionnées et à toute nouvelle activité de colonisation, et rappelle l'obligation intégrale de réparation qui incombe à l'État israélien. Quant aux conséquences juridiques pour les autres États, la Cour mentionne l'obligation de non-reconnaissance de la situation découlant de la présence illicite en territoires occupés et rappelle que les États sont tenus par une obligation de coopération avec le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale pour les modalités de cessation de l'occupation et l'exercice de l'autodétermination du peuple palestinien. En ce qui concerne

l'Organisation des Nations Unies, les conséquences juridiques consistent également en la non-reconnaissance et considère qu'il revient à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité de se pencher sur les modalités précises de cessation du fait internationalement illicite.

13 septembre – [Requête à fin d'intervention](#) : Le Chili a déposé au Greffe de la Cour une requête à fin d'intervention dans le cadre de l'affaire relative à *l'Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza* (Afrique du Sud c. Israël). Le Chili fonde sa demande sur l'article 63 du Statut de la Cour cet article dispose que : « Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres États que les parties en litige (...) Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès ». Le Chili invoque sa qualité de partie à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Il considère que la juste interprétation des articles premier, II, III, IV, V, VI et IX de la convention sur le génocide est en cause en la présente espèce, et expose, dans sa déclaration, la lecture qu'il fait de ces dispositions. Les deux parties ont été informées de cette requête et sont invitées à présenter des observations écrites.

Jurisprudences relatives au droit des investissements

CIRDI

Avec la contribution de Ruxandra Gologan

À paraître dans la prochaine lettre.

Cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA

Cette rubrique est actuellement sans contributeur, envie de vous lancer ? N'hésitez pas à nous contacter.

À paraître prochainement.

Tribunal International du Droit de la Mer

Avec la contribution de Charlotte Collard, doctorante à l'Université de Paris I

Aucune actualité à notifier pour le mois de septembre 2024.

Jurisprudences des cours régionales des droits de l'Homme

Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme

Avec la contribution de Camille Michel, doctorante à l'Université d'Orléans

[Poggioli Pérez Vs. Venezuela](#). Exceptions préliminaires, Fonds, Réparations et Coûts. 29 avril 2024. Série C No. 523.

[Garanties judiciaires – Protection judiciaire – Intégrité personnelle – Liberté personnelle – Vie privée du domicile]

Dans cet arrêt, la Cour constate que la victime, Général de Brigade retraité de l'Armée vénézuélienne, a été victime de détentions illégales et arbitraires, violant ses droits aux garanties et à la protection judiciaires dans le contexte de deux procès devant la juridiction pénale militaire.

La Cour a notamment rappelé sa jurisprudence selon laquelle l'application de la justice militaire doit être strictement réservée aux militaires en service. Le droit d'être jugé par des tribunaux ordinaires conformément à une procédure régulière est un principe fondamental de la procédure.

La Cour a déclaré la responsabilité internationale du Venezuela.

[Hidalgo y otros Vs. Ecuador](#). Fond, Réparations et Coûts. 28 août 2024. Série C No. 534.

[Droit à la vie – Droit à l'intégrité personnelle – Droit à l'intégrité personnelle de la famille – Droits de l'enfant]

Dans cet arrêt, la Cour a engagé la responsabilité internationale de l'Équateur pour la violation des droits à la vie et à l'intégrité personnelle, ainsi qu'à la torture et à l'exécution extrajudiciaire de la victime lors de sa garde à vue causée par des agents de l'État.

La Cour a notamment rappelé que les États doivent veiller à ce que leurs services de sécurité, qui sont habilités à faire usage de la force légitime, respectent le droit à la vie des personnes placées sous leur juridiction. Ainsi, l'État se trouve dans une position particulière pour garantir les droits de toutes les personnes placées en garde à vue.

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

Avec la contribution de Fagueye Wélé, doctorante à l'Université Paris Nanterre

À paraître dans la prochaine lettre.

Cour européenne des droits de l'Homme

Avec la contribution de Pierre Jourdain, doctorant de l'Université Paris-Panthéon-Assas

À paraître dans la prochaine lettre.

Cour de justice de l'Union européenne

Avec la contribution d'Arthur Etronnier, doctorant contractuel en droit international et européen à l'Université Paris XII

À paraître dans la prochaine lettre.

JURISPRUDENCES NATIONALES RELATIVES AU DROIT INTERNATIONAL

Jurisprudences relatives au droit d'asile

Cour Nationale du Droit d'Asile

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

Vous trouverez ci-dessous les décisions publiées, parfois relativement anciennes, ainsi que le lien vers le commentaire, le tout figurant sur le [site de la CNDA](#).

Une courte analyse de chacune des décisions est disponible [ici](#).

À paraître dans la prochaine lettre.

ACTIVITES DES ORGANES DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

Assemblée générale des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

À paraître dans la prochaine lettre.

Conseil de sécurité des Nations Unies

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

À paraître dans la prochaine lettre.

Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés

Avec la contribution d'Eloïse Petit-Prévoist, docteur de l'Université d'Angers

À paraître dans la prochaine lettre.

PUBLICATIONS DES BLOGS EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

Blogs de langue française

Blog du Centre de droit international de l'ULB

François DUBUISSON, « [La Cour de Justice de l'UE et le Sahara occidental : le droit à l'auto-détermination vidé de sa substance ?](#) », 17 octobre 2024.

Le Club des juristes

Marie-Clotilde RUNAVOT, « [La proposition américaine d'élargir le Conseil de sécurité des Nations unies : retour du 'serpent de mer'](#) », 20 septembre 2024.

Gérard CAHIN, « [Israël, Liban, Iran : vers une multiplication des conflits armés](#) », 10 octobre 2024.

Sarah CASSELA, « [Accords commerciaux UE-Maroc : fin de la saga juridique ?](#) », 14 octobre 2024.

Hélène RASPAIL, « [Archipel des Chagos : le Royaume-Uni reconnaît la souveraineté de l'île Maurice](#) », 15 octobre 2024.

Romain LE BŒUF, « [Des soldats de la FINUL blessés par Tsahal : quel est le statut des Casques bleus](#) », 24 octobre 2024.

Libertés, libertés chéries

Roseline LETTERON, « [La CEDH met un frein au droit de se promener nu, à vélo](#) », 3 octobre 2024.

Roseline LETTERON, « [Demandeurs d'asile : les reconduites collectives sous le contrôle de la CEDH](#) », 13 octobre 2024.

Multipol

Mara TIGNINO, « [The implications of the armed conflict against Hezbollah for the United Nations Interim Force in Lebanon \(UNIFIL\)](#) », 15 octobre 2024.

Blogs de langue anglaise

Avec la contribution de Samuel Claude, doctorant à l'Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis

[Armed Groups and International Law](#)

M. Furlan, O. A. Abenza, « [Armed Groups, Religious Leaders, and Humanitarian Norms : Reflecting on Hayat Tahrir al-Sham in Syria and Ansar Allah in Yemen](#) », 12 septembre 2024.

[British Institute of International and Comparative Law](#)

Y. Kryvoi, « [International Claims Commissions: Balancing State Responsibility and Individual Rights](#) », 5 septembre 2024.

C. Hocquet, « [Financing mechanisms in EU cooperation on migration with third countries: Monitoring impact or legitimising contested policies](#) », 26 septembre 2024.

[Center for international Environmental Law](#)

B. Pace, L. J. Durland, « [The US Petrochemical Buildout: America's Next Big Climate Mistake](#) », 24 septembre 2024.

[Conflict of Laws](#)

T. Lutzi, « [Insights and Future Directions of PIL Based on the 2024 Online Summer Courses at The Hague Academy of International Law](#) », 15 septembre 2024.

[DCU Brexit Institute](#)

J. Öberg, « [The Normative Foundation for EU Criminal Justice](#) », 27 septembre 2024.

[EJIL : Talk! – Blog of the European Journal of International Law](#)

S. Polm, « [Picking and Choosing Law: The Permanent Peoples' Tribunal Session on West Papua](#) », 3 septembre 2024.

A. Kohte, C. B. Seminario, « [Peru at a Crossroad: The New Impunity Law](#) », 4 septembre 2024.

A. Kato, « [Really Binding? Security Council Resolution 2728 \(2024\) and Non-State Actors](#) », 9 septembre 2024.

F. Eichberger, « [When Reinforced Self-Judgment Meets Judicial Review: Insights from Seda v. Colombia](#) », 10 septembre 2024.

L. Ullrich, « [#Workingforjustice: Victim Participation at the International Criminal Court \(ICC\)](#) », 11 septembre 2024.

D. Bertram, « [Should Ecocide be an International Crime? It's Time for States to Decide](#) », 12 septembre 2024.

S. Gupta, « [ECtHR's Veil of Ignorance: Intersectionality and Indirect Discrimination in the Belgian Headscarf Ban in School](#) », 13 septembre 2024.

M. Milanovic, « [Were the Israeli Pager and Walkie-Talkie Attacks on Hezbollah Indiscriminate?](#) », 20 septembre 2024.

A. S. Egeland, « [The Convention, the Court and the Climate: The Future in the Balance](#) », 24 septembre 2024.

N. Daminova, S. Jiang, « [The 77th World Health Assembly: Modest Amendments to the IHR-2005... More Expectations of the WHO's 'Pandemic Treaty'?](#) », 27 septembre 2024.

[EU Immigration and Asylum Law and Policy](#)

P. G. Andrade, « [Cooperation with third countries within the EU legislative reform on migration and asylum](#) », 9 septembre 2024.

T. de Lange, « [The Recast Single Permit Directive: Moving Forward, but Not on More Legal Migration Pathways](#) », 12 septembre 2024.

T. Molnár, « [Monitoring fundamental rights compliance in the context of screening and the asylum border procedure: putting bricks back into the EU house of rule of law?](#) », 19 septembre 2024

M. Moraru, « [The Impact of the 2024 CEAS Reform on the EU's Return System: Amending the Return Directive Through the Backdoor](#) », 25 septembre 2024.

L. Slingenberg, « [The new EU Reception Conditions Directive: More welfare conditionality for asylum seekers](#) », 30 septembre 2024.

[European Association of Private International Law Blog](#)

G. Cuniberti, « [CJEU Adds Requirements for Application of Overriding Mandatory Provisions](#) », 5 septembre 2024.

A. Anthimos, « [Can Service in English be Refused in Litigation Between Businesses Engaged in International Trade?](#) », 18 septembre 2024.

N. Hyder-Rahman, « [The Limited Impact of Article 8 ECHR on Article 13\(1\)\(b\) Hague Child Abduction Convention](#) », 27 septembre 2024.

[EUROPEAN LAW BLOG - News and Comments on EU Law](#)

J. Bornemann, M. Haag, « [Testing the Inspirational Link between EU Citizenship and Migration Law: C-112/22 and C-223/22 CU and ND on Indirect Discrimination of Long-Term Residents](#) », 2 septembre 2024.

C. Eckes, T. Trapp, « [The Aarhus Convention's Relevance for Climate Litigation Through the Lens of KlimaSeniorinnen](#) », 11 septembre 2024.

M. Campaci, « [Balancing Consumer Rights with Airline Operations: A Critical Review of TAP Portugal and its Implications](#) », 17 septembre 2024.

A. Mediževac, « [Published on Sep 19, 2024 Safeguarding Self-Determination of Western Sahara: All Eyes Set on the General Court](#) », 19 septembre 2024.

E. Romanowska, « [Published on Sep 22, 2024 Can Human Rights Due Diligence Rescue Frontex?](#) », 22 septembre 2024.

A. N. Havani, « [An EU external relations political question doctrine that suffers no human rights exception: Joined cases C-29/22 P and C-44/22 P KS and KD on the Court's jurisdiction in CFSP matters](#) », 25 septembre 2024.

L. Gobiet, « [The Final Episode of a \(Never-Ending\) Series? CFSP Damages Claims and the ECHR Accession](#) », 25 septembre 2024.

[Humanitarian Law & Policy](#)

S. D'Cunha, « [Conceive, standardize, integrate: the past, present, and future of adopting distinctive emblems and signs under IHL](#) », 12 septembre 2024.

T. Wood, « [Procedures for internment review under the Fourth Geneva Convention: reflections from New Zealand](#) », 19 septembre 2024.

[International Law Blog](#)

R. Sourav, « [The Necessity of Reforming the International Crimes Tribunals Law of Bangladesh for Fair Trial](#) », 23 septembre 2024.

[International Law Observer](#)

G. Zyberi, « [Legal consequences for all United Nations Member States arising from the Advisory Opinion of the International Court of Justice on Israel's policies and practices in the Palestinian Territories](#) », 25 septembre 2024.

[Just Security](#)

S. Sadr, « [Adding Gender to Apartheid in International Law: But Where?](#) », 6 septembre 2024.

A. A. Haque, « ["With Utmost Urgency": Arrest Warrants and Amicus Observations at the International Criminal Court](#) », 9 septembre 2024.

D. A. Koplow, « [In the Woomera Manual, International Law Meets Military Space Activities](#) », 12 septembre 2024.

M. Lederman, « [Toward a Fuller Understanding of U.S. Legal Objections to ICC Arrest Warrants for Netanyahu and Gallant](#) », 16 septembre 2024.

B. Finucane, « [Law of War Questions Raised by Exploding Pagers in Lebanon](#) », 18 septembre 2024.

V. Gienger, « [U.N. General Assembly High-Level Week 2024 : What Experts Are Looking For](#) », 19 septembre 2024.

R. Hamilton, « [Why Criminalize Ecocide? Experts Weigh In](#) », 23 septembre 2024.

J. Pielemeier, « [Rethinking the United Nations Cybercrime Treaty](#) », 23 septembre 2024.

R. Hamilton, R. Goodman, « [A Perilous Senate Hearing on Bill to Sanction the International Criminal Court](#) », 24 septembre 2024.

B. Finucane, « [Article 7\(2\) of Amended Protocol II on Conventional Weapons and the Lebanon Pager Explosions](#) », 25 septembre 2024.

B. Nanyunja, V. Todeschini, « [The 'Obligation to Prevent' in a Future Crimes Against Humanity Convention](#) », 27 septembre 2024.

D. Aaron, « [Analysis of Remarkable and Unremarkable Aspects of Iranian 2024 Election Interference Indictment](#) », 28 septembre 2024.

K. Landgren, « [The United Nations in Hindsight: Does the Security Council Matter?](#) », 30 septembre 2024.

[Kluwer Arbitration Blog](#)

B. Praštalo, « [2019 Hague Convention: On UK Accession and the Convention's Interplay with International Arbitration](#) », 2 septembre 2024.

K. Mechantaf, « [An Arbitrator's Reasonable Apprehension of Bias: Business Relationships Do Not 'Always' Create One According to Ontario's SCJ](#) », 3 septembre 2024.

D. de Meulemeester, « [Arbitration Tech Toolbox: Emotion AI: A Game-Changer for Efficiency and Due Process in International Arbitration?](#) », 4 septembre 2024.

C. Kittelmann, « [An Overview of the First Draft of the Multilateral Instrument on ISDS Reform](#) », 6 septembre 2024.

B. Gabriel-Oiwoh, « [The Crystal Standard: Quo Vadis for the Arbitrability of Corporate Disputes in Austria?](#) », 9 septembre 2024.

J. Landbrecht, « [Evolution of the EU Arbitration Law: From Conflict of Laws Rules to Substantive Requirements](#) », 11 septembre 2024.

H. Taychayev, « [Is the Last Bastion of State Immunity Under Siege? Some Reflections on the English High Court's Decision in General Dynamics v Libya](#) », 12 septembre 2024.

G. Armalis, « [Recognition and Enforcement of Annulled Arbitral Awards: Jurisprudential Developments in Lithuania](#) », 13 septembre 2024.

M. V. Munevar Torrado, F. Mutis Tellez, V. Buritica Buitrago, « [Colombian Supreme Court Denies Recognition of an ICSID Award Against Venezuela](#) », 14 septembre 2024.

J. Redwood, « [Tesseract and Choice of Law in Arbitration under the Model Law: Beyond Proportionate Liability](#) », 16 septembre 2024.

E. Tyagi, A. Shah, « [Arbitrator's Bias as a Ground for Challenging a Foreign Award: The Indian Perspective](#) », 17 septembre 2024.

K. N. Gore, J. Karton, « [New White Paper Now Available: Checking the Boxes: Confidentiality and Data Protection in International Arbitration](#) », 18 septembre 2024.

V. Zimmermann, T. Rauschnig, « [Was It Worth the Wait? The Proposed Revision of the 1998 German Arbitration Law](#) », 19 septembre 2024.

S. Pfisterer, R. G. Allemann, « [No Post-Award Duty of Independence and Impartiality: Proving Arbitrator Bias in Revision Proceedings Before the Swiss Federal Supreme Court](#) », 20 septembre 2024.

F. Vaz Pinto, J. Granadeiro, « [The Sustainable Investment Facilitation Agreement Between the EU and Angola: A New Model for Investment Agreements?](#) », 23 septembre 2024.

A. Wissenberg, « [Navigating Disputes with Sanctioned Russian Parties: Key Solutions Offered by the Higher Regional Court of Berlin](#) », 25 septembre 2024.

J. Richardson, T. Weisman, « [Mason Capital and Elliott Associates Awards: Divergence in Approach But Convergence in Conclusion](#) », 26 septembre 2024.

A. Sewlikar, A. Glass, « [Clean Slate: The Interface Between Arbitration and Insolvency Processes in India](#) », 27 septembre 2024.

G. Meijer, P. Wilinski, T. de Boer, « [“The Emperor’s New Clothes”: Where Does the New York Convention End and the Brussels I bis Regulation Begin? The Spanish Procedural Strategy in Dutch Courts](#) », 30 septembre 2024.

Opinio Juris

- S. Edelbi, « [‘State of Exception’: Judicial Discretion and the Amicus Curiae Mechanism in the ICC’s Palestine Proceedings](#) », 2 septembre 2024.
- E. Alter, « [Breaking the Consensus of Wrongdoing Among States At War: The Judicialization of the Ukraine and Gaza Wars](#) », 4 septembre 2024.
- A. Wanigasuriya, « [Putin Travels to Mongolia: What Prevents His Arrest?](#) », 4 septembre 2024.
- S. Jankovic, V. Roeben, F. Grimal, « [Iran’s Threat of Retaliation](#) », 5 septembre 2024.
- R. C. Andrade, « [The Time to Criminalize Ecocide is Here, But a Fifth International Crime Could Hurt the Very System From Which it Draws Power and Legitimacy](#) », 6 septembre 2024.
- J. Bastaki, « [The Occupation is Illegal. Now What?](#) », 6 septembre 2024.
- T. Destrooper, « [Generations of Victim Engagement: Towards an Encompassing Analytical Framework for Understanding Victims’ Roles in Transitional Justice Processes](#) », 6 septembre 2024.
- P. Vella de Fremeaux, F. Attard, « [Navigating the Human Rights Trajectory of the EU Migration and Asylum Pact in Search and Rescue Operations \(Part One\)](#) », 16 septembre 2024.
- P. Vella de Fremeaux, F. Attard, « [Navigating the Human Rights Trajectory of the EU Migration and Asylum Pact in Search and Rescue Operations \(Part Two\)](#) », 17 septembre 2024.
- R. Dicker, « [Why Urgent Action is Needed for a Crimes Against Humanity Treaty](#) », 18 septembre 2024.
- H. Badreddine, « [Israel, Hezbollah, and Lebanon: A Tripartite Conflict?](#) », 18 septembre 2024.
- J. Iverson, « [What Does Mongolia’s Failure to Arrest Putin Mean? Integrity and the War on International Law](#) », 19 septembre 2024.
- T. Grote, « [The Janus Face of ‘Effective Control’: The ICJ’s Approach to Determining the Applicability of the Law of Occupation in Gaza After the Israeli Withdrawal](#) », 19 septembre 2024.
- S. Rojas Casto, J. Mira, « [South-South Justice for Colombian Victims? Shedding Light on the \(Limited\) Potential of Universal Jurisdiction in Argentina](#) », 23 septembre 2024.
- P. Serodio, « [Brazil’s Ecological Transition Plan: Paving the Way for the EU-Mercosur Agreement and Enhancing Global Perception](#) », 24 septembre 2024.
- P. Zangeneh, « [The ICJ’s Insufficient Engagement with Germany’s Interpretation of the External Dimension of Common Article 1 in the Nicaragua v Germany Proceedings](#) », 25 septembre 2024.

A. Akbary, K. Anwar, « [LGBTQI+ Afghan Victims of Apartheid: A Call for Recognition & Justice](#) », 26 septembre 2024.

L. Lo Giaco, « [The ICC between Delegation Theory and Community Functions: Perils and Opportunities](#) », 30 septembre 2024.

[RLI Blog on Refugee Law and Forced Migration](#)

A. Mannan, « [Seven Years into the Rohingya Humanitarian Crisis: Assessing Progress Toward Repatriation – Challenges and the Way Forward](#) », 4 septembre 2024.

A. Desmond, « [Dubious Distinctions? Calling the European Court of Human Rights to account for its differential treatment of immigrants in its Article 8 expulsion jurisprudence](#) », 11 septembre 2024.

T. Wood, A. Elbasyouny, « [Analysing group refugee recognition in African states' law and practice](#) », 16 septembre 2024.

L. Bernardini, « ['Beyond the Façade' – A Pragmatic Approach on Immigration Detention That Paves the Way for Fair Trial Rights Recognition](#) », 18 septembre 2024.

P. Küppers, « [The ECtHR's potential role in African climate change displacement](#) », 23 septembre 2024.

[Strasbourg Observers](#)

D. Kagiros, I. Thiemann, « [M.A. and Others v. France: the 'End Demand' Model of Regulating Sex Work Goes to Strasbourg](#) », 3 septembre 2024.

M. Lysienia, « [For Better or for Worse? Grand Chamber Takes over Cases Concerning Pushbacks at the Belarusian Border](#) », 6 septembre 2024.

A. Ailincăi, « [Should the Polish Authorities Request the COE Parliamentary Assembly to Lift MP Marcin Romanowski's Immunity?](#) », 10 septembre 2024.

B. Murauskas, « [Manoeuvring Between the Constitutional Order and the Convention Rights - Context Dependent Deliberation of Ždanoka v. Latvia \(No. 2\)](#) », 17 septembre 2024.

Blogs de langue espagnole

Avec la contribution d'Isis Ramirez-Godelier, docteur de l'Université Rennes 1, Juge assesseur (Conseil d'État) à la CNDA

À paraître dans la prochaine lettre.

Blogs de langue italienne

Avec la contribution de Chiara Parisi, docteur de l'Université Côte d'Azur

À paraître dans la prochaine lettre.